

BGE 76 III 107

Bundesgericht (BGE), 1950-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_76_III_107

FR: ATF 76 III 107

IT: DTF 76 III 107

Volltext

106 Schuldbetrieblmgs- lmd KonJrun,Techt. N° 25. kursamt beim Ausbleiben eines höhern Steigerungsange- botes immer noch den Freihandverkauf abschliessen, sofern der Offerent nun endgiltig dazu Hand bietet oder nötigen- falls sogar sollte rechtlich dazu veranlasst werden können, selbst wenn das Angebot nicht öffentlich beurkundet wurde. Indessen liegt es eben im Ermessen des Konkurs- amtes, zu einem Freihandkaufsangebot in der ihm richtig erscheinenden Weise Stellung zu nehmen. Irgendwelche Verfahrensvorschriften sind durch Abschluss des Kaufes mit 8choch entgegen der Ansicht des Rekurrenten nicht verletzt worden. Natürlich konnte das Konkursamt auch erst nach Ausschreibung der Steigerungsverhandlung zu jener Verwertungsart übergehen und die Steigen mg ab- sagen.

3. - Dass der Abschluss des Freihandverkaufes, weml nicht gesetzwidrig, so doch unangemessen sei, hat der Re- kurrent mit seiner Beschwerde nicht geltend gemacht, weshalb die kantonale Aufsichtsbehörde sich mit dieser Frage nicht zu befassen hatte. Ob der Käufer nach festem Vertragsabschluss übrigens einer Anfechtung seines Er- werbes wegen Unangemessenheit (des Preises) ausgesetzt zu werden verdiente, ist fraglich; ebenso, ob ein unter dem amtlichen Schätzungswert liegender Preis (womit man es hier nicht zu tun hat) ohne weiteres als unangemessen zu bezeichnen wäre, obwohl der Schätzungswert keines- wegs die Bedeutung eines Minimalpreises bei der konkurs- rechtlichen Verwertung hat. Vor Bundesgericht wäre eine Unangemessenheitsrüge ohnehin unbeachtlich (Art. 19 im Gegensatz zu den Art. 17 und 18 SchKG). Demnach erkennt die Schuldbetr.- u. Kon/i;urskammer'i' : Der Rekurs wird abgewiesen. Schuldbetreibungs- und Konkilrsrooht. N0 26_ 101 26. Arret du 6 novembre 1950 dans la cause Neuhaus. SurBis conc01'dataire. Art. 297 nouveau LP. Le sursis laisse subsister les actes de poursuite valablement exe- cutes et non attaques en temps utile. Rien n'empeche par consequent le creancier de se prevaloir de ces actes si le delai pour laquelle sursis a eM accorde a expire sans que le debitem' ait presente des propositions concordataires. Nachlasstundung. Art. 297 neu SchKG . . Die Nachlasstundung lässt die gültig vollzogenen und nicht binnen nützlicher Frist angefochtenen Betreuungshandlungen fort- bestehen. Nichts hindert infolgedessen den Gläubiger, sich auf diese zu berufen, wenn die Nachlasstundungsdauer abgelaufen ist, ohne dass der Schuldner einen Nachlassvertrag vorgeschla- gen hätte. Moratoria concordataria. Art. 297 nuovo LEF. La moratoria lascia sussistere gliatti di esecuzione eseguiti vali- damente e non impugnati in tempo lltile. Nulla impedisce dunqle al creditore di prevaierisi di taU atti se il termine per il quale e stata accordata la moratoria e spirato senza che il debitore abbia presentato delle proposte per il concordato. Le 12 decembre 1949, a. la requisition d'Alexandre Neu- haus, l'Office des poursuites de Geneve a saisi en mains da la ((Charcuterie Javet», societe a responsabiliM limitee, pour la duree d'un an et a. concurrence de 510 fr. par mois, le salaire d'Alexis Javet, employe de ladite societe, le salaire total etant estime par le creancier a 800 fr. par mois. Avis de cette saisie a eM donne au tiers debiteur le 17 du meme mois. Le tiers debiteur ayant contes te devoir au debiteur la

somme indiquée par le créancier, ce dernier a demandé à l'office de lui déléguer pour recouvrement la créance du débiteur contre son employeur, ce qui fut fait le 21 février 1950 pour les deux premières retenues mensuelles. Le 8 mars, Javet a obtenu un sursis concordataire qui prit fin le 18 septembre 1950, aucune proposition n'ayant été présentée. Le 27 septembre, Neuhaus a renouvelé sa requête pour la somme de 4080 fr. représentant huit mois de retenues de salaire, soit pour la période comprise entre le 1^{er} février et le 30 septembre 1950. IOS *Schuldbetreibungs- und Konkursrecht*. N° 26. L'office a refusé de faire droit à cette requête. En revanche, il a déclaré prolonger la saisie d'une durée égale à celle du sursis. TI estimait que l'art. 297 LP s'opposait à ce que des retenues de salaire fussent faites durant le sursis. Sur plainte du créancier, cette décision a été confirmée par l'autorité de surveillance le 13 octobre 1950. Neuhaus a recouru contre la décision de l'autorité de surveillance à la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral devant laquelle il a repris ses conclusions. Considérant en droit : Il est de jurisprudence constante que le sursis vise aux art. 295 et suiv. LP sortit ses effets à compter du moment où il est accordé (RO 39 I 281, 47 IU 61 consid. 1 in fine ~ 57 UI 214). Tandis que le texte français de l'art. 297 nouveau LP se contente de dire qu'aucune poursuite ne peut être exercée contre le débiteur pendant la durée du sursis concordataire, le texte allemand et le texte italien complètent cette disposition en interdisant également la « continuation » des poursuites. TI résulte ainsi de ces textes que le sursis n'a pas d'effet rétroactif, autrement dit qu'il laisse subsister les actes de poursuite antérieurs valablement exécutés ou non attaqués en temps utile. Admettre le contraire aurait d'ailleurs cet inconvénient de permettre à un débiteur malhonnête d'abuser de la procédure concordataire, autrement dit d'y recourir momentanément, à seule fin de priver le créancier des droits qu'il s'est assurés par la saisie. En l'espèce, la saisie ayant été valablement exécutée avant l'octroi du sursis et étant demeurée en vigueur durant le sursis, il n'y avait aucune raison de ne pas donner suite à la réquisition du requérant tendant à la délégation de la partie du salaire saisi à laquelle le débiteur aurait pu avoir droit durant le sursis. Berichtigung. IOII La Chambre des poursuites et des faillites prononce : Le recours est admis et la décision attaquée réformée en ce sens que l'attribution de la créance portera également sur les retenues de salaire du débiteur pour la période allant du 8 mars au 18 septembre 1950, la décision prise par l'office de prolonger la durée de la saisie d'une durée égale à celle du sursis étant en revanche annulée. BERICHTIGUNGEN - ERRATA Datum des Entscheids Nr. 17: 30. Mai 1950. Seite 77 Zeile 3 von unten: Abs. 1 Ziff. 1 statt Abs. 1 lit. a.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.